

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DigitalRealty (INTERXION MRS3)**

129 boulevard Malesherbes  
75017 Paris

Références : D-2025-0579  
Code AIOT : 0006413566

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement DigitalRealty (INTERXION MRS3) implanté Bâtiment MRS3 - Zone portuaire, Porte 4 - 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient suite à l'Arrêté Préfectoral n°2023-215 de mise en demeure du 11 octobre 2023, dans le cadre d'une visite de récolement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DigitalRealty (INTERXION MRS3)
- Bâtiment MRS3 - Zone portuaire, Porte 4 - 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006413566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société américaine DIGITAL REALTY (Interxion) exploite en France des centres de données à Marseille dont le MRS3.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Contrôles d'étanchéité	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
4	Prévention des fuites	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Détection des fuites	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 31/12/2025, article R543-78	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière visite d'inspection du 3 mars 2023, un arrêté de mise en demeure a été pris le 11 octobre 2023 à l'encontre de l'exploitant pour non respect des prescriptions de prévention et détection des fuites de gaz à effet de serre fluorés. L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'arrêté ministériel 29/02/2016 mais celui-ci a été abrogé par le règlement européen F-GAS 3 applicable au 11/03/2024.

A ce jour les groupes froids de DIGITAL REALTY ne sont plus conformes.

La récurrence de fuites sur les joints toriques des compresseurs malgré un plan d'action n'est pas satisfaisant.

L'exploitant devra se mettre en conformité en réalisant les actions correctives dans les délais impartis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification d'un volume autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le tableau à jour des équipements avec la quantité et le type de gaz contenu. Dix-huit groupes froids (GF) de capacité unitaire de 450 ou 460 kg sont concernés par la nomenclature 1185-2a avec une capacité totale de 8180 kg, et douze équipements de climatisation de capacité unitaire de 3,45 à 11kg avec une capacité totale de 106,25 kg.  Le seuil déclaré de 7130 kg n'est donc pas respecté. L'exploitant va réaliser un porter à connaissance (PAC) afin de régulariser la situation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Déclarer et transmettre à la préfecture le PAC sous 1 mois à réception du rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Déclaration des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Déclaration de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de

#### transferts de polluants et des déchets - Article 4

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

#### Constats :

La déclaration dans GEREPE pour l'année 2024 a été réalisée par M. Forest. Le total des émissions déclarées est de 162,5 kg/an alors que l'exploitant a présenté à l'inspection un tableau récapitulatif de cinq émissions accidentelles dont la somme est de 62,5 kg sur l'année.

Une confusion sur le terme « émissions accidentelles additionnelles » serait à l'origine des 100 kg supplémentaires.

L'exploitant l'a confirmé à l'inspection par courriel le 9/09/2025, en faisant réaliser la correction par les services de la DREAL en charge du suivi des déclarations GEREPE.

Aucune fiche niveau de Gravité/Perception (G/P) n'a été transmise à l'inspection au cours de l'année 2024.

L'exploitant a présenté un tableau listant cinq fuites dont la somme des rejets accidentels est de 62,5 kg et s'est engagé à réaliser les fiches G/P puis les transmettre par courriel.

Le 09/09/2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection trois fiches GP concernant les groupes 16 et 18, dont une concernant le groupe 18, informant d'un apport de 14 kg de fluide neuf, et les fiches d'intervention Cerfa sur les groupes 16 et 18 indiquant un apport de  $7 + 18 \text{ kg} = 25 \text{ kg}$  de fluide neuf.

Le 15/09/2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection les deux fiches GP concernant les systèmes de climatisation VRP indiquant un apport de  $5,5 + 18 \text{ kg} = 23,5 \text{ kg}$  de fluide neuf.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Registre

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 7

**Thème(s) :** Produits chimiques, Prévention des fuites

#### Prescription contrôlée :

Article 7 - Tenue de registres

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:

a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;

b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;

c) la quantité de gaz récupérée;

d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;

<p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté différents documents dont des fiches d'intervention et les contrôles effectués, mais cela ne constitue pas le registre pour chaque équipement défini dans l'article 7 du règlement 2024/573, alinéa 1 et 2.</p> <p>L'exploitant va, à partir de ses bases de données, regrouper l'ensemble des informations en vérifiant qu'elles sont à jour suite au changement de fluide réalisé entre mars et juillet 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport, le registre dans lequel l'exploitant consigne toutes les informations doit être réalisé.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, à titre de vérification par sondage, tout l'historique consigné pour les groupes 8, 16 et 18.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Prévention des fuites

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement 517/2014</p> <p>Article 3 :</p> <p>2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé M fuite N) de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.</p>

3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a confirmé que l'ensemble des travaux de réparation des défauts présentés dans le tableau 2022/début 2023 de l'« Analyse et plan d'actions correctif » présenté à la DREAL le 2/03/2023 (mis à jour le 31/03/2023) » a été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Prévention des fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Le rejet intentionnel de gaz à effet de serre fluorés dans l'atmosphère est interdit lorsque ce rejet n'est pas techniquement nécessaire pour l'usage prévu. Lorsqu'un rejet intentionnel est techniquement nécessaire pour l'usage prévu, les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables pour empêcher, dans la mesure du possible, leur rejet dans l'atmosphère, y compris en recapturant les gaz émis. [...] 2. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. 3. Pendant la production, le stockage, le transport et le transfert de gaz à effet de serre fluorés d'un conteneur ou d'un système vers un autre conteneur ou système, vers un équipement ou vers une installation, l'entreprise concernée prend toutes les précautions nécessaires pour limiter autant que possible le rejet de gaz à effet de serre fluorés. Le présent paragraphe s'applique aussi lorsque les gaz à effet de serre fluorés sont obtenus en tant que sous-produits. 4. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation. [...]

<p>7. Les personnes physiques qui exécutent les activités visées à l'article 10, paragraphe 1, premier alinéa, points a), b) et c), sont certifiées conformément à l'article 10 et prennent des mesures de précaution afin de prévenir les fuites de gaz à effet de serre fluorés inscrits aux annexes I et II et, lorsque des gaz à effet de serre fluorés sont utilisés dans des appareils de commutation électrique, également à l'annexe III.</p> <p>Les personnes morales qui effectuent l'installation, la maintenance ou l'entretien, la réparation ou la mise hors service des équipements énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), et à l'article 5, paragraphe 3, points a) et b), sont certifiées conformément à l'article 10 et prennent des mesures de précaution afin d'éviter les fuites de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I et à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>Les personnes physiques qui effectuent la maintenance ou l'entretien et la réparation des équipements de climatisation contenant des gaz à effet de serre fluorés des véhicules à moteur relevant du champ d'application de la directive 2006/40/CE du Parlement européen et du Conseil (25) et des équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, point c), du présent règlement détiennent au moins une attestation de formation conformément à l'article 10, paragraphe 1, deuxième alinéa, du présent règlement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois nouvelles fuites sur les joints toriques des compresseurs ont été constatées en 2024, de la même typologie que celles constatées en 2022/2023, malgré leur remplacement sur l'ensemble des groupes froids . Le plan d'action mis en œuvre sur ce type de fuite n'a manifestement pas été suffisant. Le rapport d'expertise concernant les fuites récurrentes des joints toriques des compresseurs et la mise à jour du plan d'action sont attendus.</p> <p>L'inspection a demandé quel est le plan d'action en cas de fuite, à ce jour. L'exploitant a expliqué le déroulement avec : une mise à l'arrêt de l'équipement, un appel à l'opérateur (Schneider) pour réaliser un diagnostic, proposer une solution et une date opérationnelle. Puis il y a une récupération du gaz, la réalisation des travaux, le contrôle d'étanchéité, la recharge en gaz et à nouveau une détection de fuite.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le 19/09/2025 le rapport de vérification d'équipements sous pression (ESP) de l'Apave sur des dix-huit groupes froids : les attestations de requalification des ESP sont datées du 07/11/2024 et 19/12/2024 et les attestations de mise en œuvre du 07/11/2024. Il est écrit que tous les résultats sont satisfaisants.</p> <p>L'exploitant a mis en place une démarche de retour d'expérience mensuel avec des mesures à prendre au sein de l'ensemble des sites de Digital Realty si nécessaire.</p> <p>Le 09/09/2025, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection les rapports d'interventions</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre sous un délai d'un mois, un rapport d'expertise technique sur la problématique des fuites récurrentes des joints toriques.</p> <p>Mettre à jour le plan d'action en fonction des retours d'expérience.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>



**N° 6 : Détection des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Détection des fuites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Règlement 517/2014 Article 5 - Systèmes de détection des fuites</p> <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté sur l'inventaire des équipements et la fiche d'intervention du groupe froid « Chiller R01 » transmis le 22/08/2025 que les tonnages équivalent CO2 des dix-huit groupes froids (GF) sont inférieurs à 500 (entre 284 et 290t.éq.CO2).</p> <p>Les équipements ne sont pas équipés d'un système de détection des fuites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 7 : Détection des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>REU 07/02/2024 art 6</p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de</p>

<p>l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.JO L du 20.2.2024 FR ELI: <a href="http://data.europa.eu/eli/reg/2024/573/oj">http://data.europa.eu/eli/reg/2024/573/oj</a> 19/67</p> <p>4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que sur la fiche d'intervention transmise le 22/08/2025 du groupe froid « Chiller R01 » contenant 460 kg de gaz 513A (mélange à 56 % de HFO et 44 % de HFC) la quantité de gaz calculée et retenue est de 289.34 t.éq.CO2.</p> <p>Mais la quantité de gaz est également de <math>460 \times 0.56 = 257,6</math> kg de HFO ( gaz inscrit à la section 1 de l'annexe II).</p> <p>Considérant le cas plus défavorable par rapport à l'environnement, on prend en compte le poids en HFO qui supérieur à 100 kg, et ceci est valable pour les dix-huit groupes froids contenant le gaz 513A.</p> <p>L'exploitant doit donc veiller à ce que ces équipements soient dotés d'un dispositif de détection de fuites or ce n'est pas le cas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité au vu de la réglementation en cours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 8 : Attestations des opérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2025, article R543-78</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Attestation de capacité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de</p>

<p>l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les attestations de capacité de plusieurs opérateurs. L'inspection a constaté par sondage qu'elles étaient conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Contrôle périodique des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 4</p> <p>Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté sur les fiches d'intervention et lors du contrôle des dix-huit groupes froids situés sur le toit, que la période de contrôle est de six mois.</p> <p>Or conformément à la réglementation en vigueur à ce jour, pour les équipements n'ayant pas de système de détection permanent, la période doit être au moins tous les trois mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les contrôles périodiques au moins tous les trois mois en absence de détecteur de fuite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 10 : Contrôles d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 5
--

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

REU 573/2024 Article 5

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

<b>Constats :</b>
-------------------

L'inspection a constaté lors du contrôle des dix-huit groupes froids que les vignettes sont présentes, conformes au modèle, la marque de contrôle d'étanchéité est bleue et indique la date limite de validité. Cette dernière n'est pas conforme avec le contrôle périodique de trois mois de la réglementation à ce jour.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec la réglementation dans un délai de 3 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Détection des fuites
Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Information confidentielle :